



Lutte contre l'obésité: commencer dès le plus jeune âge

L'Europe compte environ 22 millions d'enfants en surpoids et plus d'1,3 million souffriront d'excès de poids ou d'obésité d'ici 2010. Un rapport d'initiative réclame des mesures pour prévenir ce fléau. Un meilleur étiquetage des denrées, de meilleurs aliments dans les cantines, des restrictions sur les publicités pour les aliments malsains adressées aux enfants, ainsi qu'une TVA réduite pour les fruits et légumes figurent parmi les solutions proposées.

Le surpoids, l'obésité et les maladies liées à l'alimentation s'apparentent de plus en plus à une épidémie, constate le rapport d'Alessandro Foglietta (UEN, IT), adopté ce jeudi par 536 voix pour, 37 voix contre et 20 abstentions.

Alors que 6% environ des dépenses de santé sont déjà, dans certains Etats membres, directement liées à l'obésité, les coûts indirects sont beaucoup plus élevés. L'obésité est l'un des plus graves problèmes de santé publique en Europe parce qu'elle augmente sensiblement le risque de nombreuses maladies chroniques, telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et certains cancers.

Le Parlement préconise une approche globale et à plusieurs niveaux pour lutter contre l'obésité, et souligne l'existence de nombreux programmes européens de recherche sur la santé, l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, qui peuvent aider à combattre ce véritable fléau.

Réduire les graisses dès l'enfance

L'obésité chez les enfants étant fortement liée à l'obésité à l'âge adulte, la Commission et tous les acteurs devraient donner priorité à la lutte contre ce problème, affirme le rapport. Les programmes scolaires devraient être conçus de manière à assurer qu'une alimentation équilibrée et l'exercice physique deviennent partie intégrante du comportement de l'enfant.

Les députés veulent également que la qualité et les normes nutritionnelles des repas servis dans les écoles et les jardins d'enfants soient améliorées, notamment en fournissant des fruits et légumes frais dans les distributeurs automatiques des écoles. Ils encouragent l'abandon de la vente d'aliments et de boissons riches en matières grasses, en sel ou en sucre, et de faible valeur nutritionnelle. Autrement dit, le parrainage et la publicité pour les produits riches en matières grasses, en sel ou en sucre devraient être limités et contrôlés.

Pour le Parlement, des informations complètes sur les étiquettes constituent la clé qui permet aux consommateurs de choisir une bonne, une meilleure ou une moins bonne nutrition. Ils se félicitent de la nouvelle proposition de la Commission visant à réviser la directive sur l'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires, et demandent instam-

Communiqué de presse

ment que l'étiquette soit rendue visible, claire et aisément compréhensible pour le consommateur.

Restreindre la publicité pour aliments malsains adressée aux les enfants

Les députés demandent également des horaires protégés et des restrictions sur les publicités pour aliments malsains qui ciblent spécifiquement les enfants, en ajoutant que de telles restrictions devraient également s'appliquer aux nouveaux médias tels que les jeux en ligne, les fenêtres publicitaires et les textos. L'approche volontaire prise par la directive "*Télévision sans Frontière*" concernant la publicité pour des produits alimentaires à faible valeur nutritionnelle pour les enfants est "*un pas dans la bonne direction*", estime le PE. Si la révision de la directive, en 2010, conclut que cette approche volontaire a échoué, alors des mesures plus strictes devront être prises, ajoutent les parlementaires. Les députés encouragent également les fournisseurs de services média à élaborer des codes de conduite relatifs aux communications commerciales audiovisuelles inappropriées relatives à la nourriture et aux boissons.

L'autoréglementation de l'industrie: valable mais insuffisante

Les députés soulignent que l'industrie alimentaire devrait faire beaucoup plus pour répondre au problème de l'obésité, par exemple en offrant un plus large éventail de possibilités de portions réduites. Ils reconnaissent le rôle des récentes initiatives de l'industrie visant à promouvoir l'autoréglementation dans la lutte contre l'obésité, mais notent que la réglementation est parfois nécessaire pour fournir un changement substantiel et significatif dans l'industrie, notamment en ce qui concerne les enfants.

Interdire les acides gras-trans artificiels dans l'UE

Le Parlement appelle à une interdiction des acides gras-trans artificiels à l'échelle de l'UE, en soulignant que l'état actuel des connaissances scientifiques montre que la consommation excessive d'acides gras-trans (plus de 2% de l'apport énergétique total) est liée de façon significative à des risques cardiovasculaires plus élevés. La résolution déplore que seuls quelques gouvernements européens se soient employés à réduire l'exposition des consommateurs à ces substances.

Taux de TVA réduits pour les fruits et légumes

Les députés invitent les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à réduire la TVA sur les fruits et légumes, rappelant que le droit communautaire les autorise à le faire. En outre, ils demandent que les textes communautaires en vigueur soient amendés afin de permettre au secteur des fruits et légumes de bénéficier d'un très faible taux de la TVA.

Vous trouverez, dès sa disponibilité, le texte adopté tenant compte des amendements éventuels, à l'adresse ci-dessous, en cliquant dans le calendrier sur le jour du vote (25.09.2008).

Contact :

Fabienne Gutmann-Vormus

E-mail: presse-FR@europarl.europa.eu

BXL: (32-2) 28 40650

STR: (33-3) 881 72649

PORT: (+32) 498 98 33 29

Ralph Pine

BXL: (32-2) 28 42941

STR: (33-3) 881 74751

PORT: (32) 0498.983.587

EMAIL: econ-press@europarl.europa.eu